



Prosperité et sécurité

Les conséquences d'un climat économique incertain

Points saillants de la série
Novembre 2009 - avril 2010

*Ateliers organisés par le
Service canadien du renseignement de sécurité,
Sécurité publique Canada et
Exportation et développement Canada*

*Rapport de Greg Fyffe, professeur auxiliaire
École supérieure d'affaires publiques et internationales
Université d'Ottawa*



Le présent rapport est fondé sur les opinions exprimées par les experts qui ont présenté des exposés et par les autres participants aux trois ateliers organisés par le Service canadien du renseignement de sécurité, Sécurité publique Canada et Exportation et développement Canada. Le présent rapport est diffusé pour nourrir les discussions dans le cadre de la participation du Canada au Global Futures Forum. Il ne s'agit pas d'un document analytique et il ne représente la position officielle d'aucun des participants. Les ateliers se sont déroulés conformément à la règle de Chatham House; les intervenants ne sont donc pas cités et les noms des conférenciers et des participants ne sont pas révélés.

Publié en juin 2010

© Sa Majesté la Reine en droit du Canada 2010



Photo en page couverture © James Watkins 2009

Les ateliers

Dans le cadre du Global Futures Forum, la collectivité canadienne du renseignement a organisé une série d'ateliers sur la sécurité et la prospérité qui ont été tenus le 9 novembre 2009 et les 8 mars et 15 avril 2010. Conçus en collaboration avec le Service canadien du renseignement de sécurité, Sécurité publique Canada et Exportation et développement Canada, ces ateliers avaient pour but d'examiner un vaste éventail de conséquences de la crise financière de 2008 et du ralentissement économique mondial qui en a découlé. Les participants ont cherché à déterminer si les bouleversements économiques qui ont caractérisé la période de 2007 à 2009 étaient susceptibles d'accroître les risques pour la sécurité à l'échelle internationale. Les discussions ont porté sur l'origine de la crise, sur l'incidence qu'elle a eue sur des populations, des régions et des pays en particulier, ainsi que sur de nombreux aspects du système économique et politique mondial susceptibles d'avoir des répercussions sur la sécurité mondiale.

La vision des événements et des tendances qui s'est dégagée de cette série d'ateliers repose sur une analyse approfondie portant sur une longue période et sur plusieurs régions du monde. La plupart des médias ont attribué la crise au manque de prévoyance des organismes de réglementation et à l'avidité des spécialistes des banque d'investissement. L'équilibre des forces mondiales a ainsi été touché, l'exemple le plus frappant étant celui de la Chine et des États-Unis, ce premier pays ayant connu une montée en puissance, alors que le second a perdu du terrain. Ces thèmes ont été abordés en profondeur au cours des trois ateliers.

Les conférenciers et les participants ont également examiné les rôles importants de la démographie, des politiques sociales, du jeu des partis politique et de la technologie et, plus particulièrement, les caractéristiques des populations. Certains pays ont observé un gonflement important des rangs de leurs travailleurs « excédentaires ». S'ils occupent quelque fonction économique, ceux-ci se retrouvent dans le secteur de l'économie informelle ou dans de menus emplois très vulnérables à la fluctuation de la consommation mondiale ou à la migration des emplois vers des économies où les salaires sont encore plus bas. Les conférenciers se sont penchés tout particulièrement sur la mesure dans laquelle les conditions matérielles, notamment l'inégalité et la pauvreté, influent sur les attentes non comblées, le ressentiment et la peur — émotions qui, si les conditions sont propices, peuvent entraîner des contestations violentes du statu quo. Dans ce contexte, plusieurs conférenciers ont noté que les États qui avaient mieux résisté à la crise étaient ceux qui, comme le Canada et le Brésil, réussissaient dans une certaine mesure à juguler la pauvreté et les inégalités, avaient réglementé leur secteur bancaire et étaient devenus pratiquement autosuffisants sur le plan énergétique.

Autrement dit, ce sont ces aspects sociaux qui, d'après les experts des marchés de l'emploi, de l'extrémisme politique, de la santé publique et de l'histoire économique, permettent à certains pays d'être plus résilients que d'autres en cas de ralentissement économique. Le contraste entre la capacité du Canada de faire face à la crise et les difficultés aux États Unis est frappant. Les problèmes ne découlent pas uniquement des prêts hypothécaires à risque et du recours à des instruments financiers dangereusement opaques, mais aussi d'un retour en force de l'extrémisme anti-étatique aux États Unis. En même temps, les experts ont observé un certain relâchement sur le plan de la répartition des revenus au Canada, situation qui pourrait être jugée inquiétante.

Tout au long des ateliers, les experts ont parlé de la situation dans des pays en particulier par rapport au contexte international. Ils ont clairement mis en relief l'importance d'adopter une approche multidisciplinaire pour comprendre les liens entre États, populations, enjeux liés à la sécurité et questions d'ordre stratégique.

Origines de la crise

Les crises économiques peuvent entraîner des crises sur le plan de la sécurité parce qu'elles compromettent la sécurité économique des personnes et des classes sociales, bouleversent les rapports de force qui assurent la stabilité ou provoquent une révolution idéologique contre le statu quo. Les populations des économies stagnantes ou en déclin sont susceptibles d'être mécontentes et de commettre des actes de désobéissance civile.

L'origine d'une crise détermine souvent non seulement son évolution, mais la façon dont les résultats sont interprétés. Les conséquences désastreuses d'une idéologie dominante mais erronée peuvent entraîner la naissance d'une contre idéologie, qui justifie parfois même le recours à la violence.

La crise des prêts hypothécaires à risque aux États Unis a été provoquée par la volonté politique d'encourager les personnes à faible revenu à devenir propriétaires. Si le seul résultat de cette décision avait été le non remboursement aux banques locales d'une proportion plus élevée de prêts, les conséquences auraient pu demeurer modestes.

Ce qui a aggravé le problème, c'est l'offre engageante de produits hypothécaires de piètre qualité et l'élimination d'un grand nombre des restrictions qui avaient été imposées aux institutions financières à la suite de la grande crise des années 1930. On a jugé que les marchés eux-mêmes, et non les organismes de réglementation, étaient les mieux

en mesure d'évaluer le risque. Il y a donc eu, malheureusement, un revirement total du rôle de contrôleur traditionnel exercé par les banques locales. Parce que celles-ci étaient récompensées pour le volume de prêts qu'elles créaient, elles en proposaient à quiconque en voulait, sans égard à la capacité de remboursement. Les prêts étaient alors titrisés et vendus sur une vaste échelle.

À mesure que certains acteurs du marché se sont rendus compte que, dans bien des cas, les produits financiers adossés à des prêts hypothécaires étaient toxiques — c'est à dire que les risques de non remboursement étaient énormes —, ils ont eu recours à des instruments financiers complexes représentant des milliards de dollars pour se prémunir contre ces risques. C'est pourquoi les coûts de la débâcle ont été de beaucoup supérieurs au total réel des prêts en souffrance. L'accumulation des défauts de remboursement a poussé les banques qui avaient acheté ou assuré les titres toxiques au bord du gouffre. Certaines ont disparu complètement, alors que d'autres ont fusionné avec leurs rivales. D'autres encore ont été secourues par le gouvernement, particulièrement aux États Unis et au Royaume Uni. De toute évidence, le bouleversement de l'économie globale dans bien des pays risquait de mener à une grave crise mondiale, qui a pu être évitée grâce aux plans de sauvetage et aux programmes de stimulation massifs que les gouvernements se sont engagés à adopter.

Toutefois, la crise a laissé de nombreux gouvernements lourdement endettés. Le rebond des marchés boursiers n'est pas un signe de reprise dans tous les secteurs d'emploi. La colère des politiciens face au plan de sauvetage est très visible aux États Unis. Cette colère est alimentée en partie par le fait qu'ils savent que les dirigeants de plusieurs grandes institutions financières ont pris des risques incroyables en toute impunité, risques qui ont fait perdre des milliards de dollars aux investisseurs, provoqué un chaos économique à l'échelle mondiale et même souvent détruit leurs propres entreprises.

Crise et récession — Conséquences de la détresse économique sur le plan de la sécurité

Les périodes de crise économique et de récession peuvent avoir des effets dévastateurs et durables sur la stabilité à l'échelle tant nationale qu'internationale. Les populations qui sont victimes d'une baisse dramatique du niveau de vie peuvent rapidement retirer leur appui au gouvernement et, dans les cas extrêmes, à la structure constitutionnelle et à l'idéologie qui la sous-tend.

L'intensité de la réaction à une crise dépend de l'ampleur et de l'origine de celle-ci. Si de tels événements se limitent rarement à un seul pays,

certaines sont vraiment d'envergure internationale, alors que d'autres sont davantage de portée locale. La grande crise a eu des conséquences graves à l'échelle de la planète. Bien que la reprise se soit amorcée au milieu des années 1930, les effets négatifs à long terme ont joué un rôle déterminant dans le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale et de la guerre froide. Par contre, la crise actuelle au Zimbabwe est grave, mais ses effets à l'extérieur du pays sont minimes.

Voici certaines des conséquences que les crises économiques ont eues au fil de l'histoire :

- faillites, chômage, inflation et baisse générale de l'activité économique ;
- tensions au sein des systèmes financiers nationaux causées par la baisse des sources de revenus et la hausse des dépenses de protection sociale ;
- réduction des dépenses discrétionnaires des gouvernements, ce qui risque d'avoir des conséquences immédiates sur l'assistance militaire et diplomatique et l'aide étrangère ;
- perte de la prééminence économique internationale qui aurait permis à un État de faire en sorte que le système financier international joue en sa faveur (monnaie de réserve, traités, accès au marché, modalités des échanges commerciaux) ;
- besoin de travailler en collaboration avec d'anciens partenaires qui sont ressortis de la crise en meilleure posture, ou sous leur dépendance ;
- mise en doute de la légitimité du gouvernement actuel ou même du régime politique ;
- montée des idéologies radicales et des interprétations malveillantes des causes de la crise ;
- émergence de nouveaux mouvements politiques ou d'organisations illégales ou retour en force d'anciens, prêts à mettre en doute la légitimité du régime actuel ;
- hausse de la criminalité à cause d'un manque de fonds publics affectés à la lutte contre ce phénomène; la criminalité peut être la seule solution pour certains étant donné qu'elle leur permet d'obtenir des articles interdits ou de contourner les régimes fiscaux ;

-
- tensions entre classes et groupes ethniques qui luttent pour obtenir une part acceptable des ressources qui se font de plus en plus rares ;
 - attaques verbales contre des étrangers et des gouvernements étrangers comme moyen de détourner l'attention de la détresse économique nationale ;
 - perte de l'autorité morale et du statut de leader sur la scène internationale que le succès et la prospérité avaient accordés jusque-là ;
 - guerres causées par le désir de certains pays de s'emparer des ressources des autres pour régler leurs difficultés financières.

Ces situations ne se produiront pas nécessairement dans chaque pays touché par une crise ou une récession, mais demeurent des conséquences possibles de toute crise grave.

Activisme politique à l'échelle mondiale

D'après un conférencier, trois conditions doivent exister pour que des mouvements contre le statu quo, bien que rares, puissent voir le jour : attentes plus nombreuses mais non comblées; disponibilité d'espaces de mobilisation; pouvoir de l'État limité. Conjugué à d'autres tendances, le ralentissement économique mondial donne à penser qu'il y a de l'activité dans tous les trois secteurs : a) les tendances démographiques actuelles créent une situation où les attentes croissantes de plus en plus de personnes sont insatisfaites (dans certains pays, comme l'Iran, on assiste à une explosion démographique de la jeunesse, alors que dans d'autres, dont le Canada, ce phénomène se limite à certains groupes minoritaires); b) l'urbanisation et l'utilisation accrue d'Internet et des médias sociaux offrent des espaces et des outils de mobilisation; c) la capacité et la légitimité d'un certain nombre d'États ont été réduites à cause de la crise économique, des pressions budgétaires, de la corruption réelle ou perçue et de l'échec des organismes de réglementation. Parmi les exemples empiriques, mentionnons la mobilisation massive des avocats au Pakistan contre le gouvernement Moucharraf, les mouvements de jeunes en Iran et les protestations populaires un peu partout en Chine, quoiqu'à l'échelle locale.

La situation aujourd'hui : l'opinion est divisée

Bien que la récession ait été décrite comme étant la plus grave depuis les années 1930, elle ne semble pas jusqu'à maintenant avoir entraîné des conséquences aussi sérieuses. La reprise a été rapide, bien qu'elle ait coûté très cher aux gouvernements. Si elle se maintient, les conséquences

sur le plan de la sécurité ne marqueront peut être pas une rupture historique.

Il convient toutefois d'émettre quelques réserves importantes.

- Il y a encore un grand nombre de prêts hypothécaires à risque et de maisons surévaluées aux États Unis, ce qui risque d'entraîner d'autres défauts de remboursement et les effets en cascade que cela provoque ;
- les programmes de stimulation mis sur pied par les gouvernements, lesquels ont joué un rôle important dans la reprise, prendront bientôt fin ou sont déjà terminés ;
- les observateurs économiques sont divisés sur la question de savoir si l'économie a repris sa vigueur fondamentale ou si elle a été temporairement stimulée par des programmes particuliers ;
- on ignore si, à l'échelle nationale ou internationale, il existe une véritable volonté politique de revenir à une réglementation plus rigoureuse des marchés financiers, ce qui laisse planer la possibilité d'une autre crise.

Moralité, idéologie, résilience et révolte

Bien qu'il s'agisse d'un facteur invisible à première vue, ce qui menace le plus la sécurité, c'est la perception généralisée que l'ordre social est fondamentalement injuste, inéquitable ou corrompu. Les tenants du communisme et du fascisme soutenaient que le capitalisme accordait trop de pouvoir et de richesse à une petite minorité et que l'État devait imposer un ordre économique et constitutionnel qui assurait une répartition plus juste de la richesse d'un point de vue actuel ou historique. Les participants aux plus récentes manifestations contre la mondialisation s'opposaient à la migration des emplois dans les pays industrialisés traditionnels vers les pays où les travailleurs sont perçus comme étant exploités de façon scandaleuse, un peu comme ce fut le cas au début du capitalisme en Occident.

Jusqu'à maintenant, la crise économique ne semble pas avoir généré une vague de critiques radicales contre le capitalisme moderne. Les critiques semblent plutôt venir de l'intérieur. Les causes de la crise ne sont pas perçues comme étant la preuve que le capitalisme de marché ne fonctionne qu'à l'avantage d'une minorité privilégiée, mais que des choix précis en matière de politique économique ont permis aux marchés d'avantager un

petit groupe de preneurs de risques. Le débat porte principalement sur les modalités du capitalisme de marché et non sur son remplacement.

Il s'agit d'une conclusion importante dans l'évaluation de l'incidence globale possible de la crise sur la sécurité à l'échelle nationale et internationale, mais il est trop tôt pour trancher la question de façon définitive. Rien ne garantit non plus que cette conclusion sera partagée par les cultures et les groupes sociaux qui considèrent déjà les pays du G7 comme des régimes impérialistes, égoïstes et irrégieux qui se livrent à l'exploitation.

Étant donné ses conséquences pour la prospérité, la récession pourrait bien avoir des répercussions sur la sécurité autres que l'anticapitalisme. Fait à signaler, sur les marchés de l'emploi dans des pays comme le Canada, le ralentissement économique a eu une incidence beaucoup plus marquée sur les hommes que sur les femmes, le chômage ayant touché ce premier groupe dans une mesure beaucoup plus importante. En outre, étant donné les programmes d'assistance sociale beaucoup plus limités par rapport aux récessions antérieures, le marché de l'emploi pourrait porter les « cicatrices » à long terme de cette récession, des cohortes entières étant susceptibles de faire face à des baisses de revenus permanentes.

En ce qui a trait à l'interaction entre prospérité et sécurité, on observe que la vulnérabilité du régime de sécurité sociale peut exacerber la peur et le ressentiment engendrés par la récession. Les populations peuvent se tourner contre leurs gouvernements tout contre elles mêmes, causant ainsi une flambée éventuelle de la criminalité ou de l'extrémisme. Dans ce dernier cas, l'histoire est ponctuée d'exemples de populations qui, en situation de stagnation, ont poussé leurs gouvernements à renoncer aux valeurs d'ouverture et de tolérance et, plus généralement, à se détourner des institutions de la démocratie libérale et des protections qu'elles offrent.

Comme l'ont fait remarquer certains conférenciers pendant la série, lorsque les gens sont optimistes, c'est à dire qu'ils estiment qu'ils bénéficient de l'ordre en place, ils ont tendance à soutenir le contrat social existant en faisant preuve de plus de tolérance et d'un plus grand esprit de collaboration. Par contre, lorsque les populations n'ont plus l'impression de progresser, lorsque leur prospérité et leur sécurité sont menacées, l'intolérance augmente. Bien avant la crise, les États Unis avaient connu une longue période de stagnation attribuable non pas à un manque de production ou de croissance, mais à de profondes inégalités sans cesse grandissantes, les très riches étant pratiquement les seuls à profiter de la croissance.

Dans le cas de l'Europe, on remarque de plus en plus une montée des mouvements qui s'opposent aux minorités et aux immigrants. Le National Party britannique ou le Front national français, par exemple, sont décrits comme des organisations qui exploitent l'incapacité de l'UE à tenir ses promesses de prospérité et qui attisent le mécontentement des classes ouvrières. Bien que l'extrémisme de droite ne soit pas considéré comme une menace imminente en Europe, certaines tendances inquiétantes ont quand même été signalées. Des comparaisons historiques donnent à penser que l'extrémisme est plus dangereux lorsque la peur, alimentée par des problèmes réels ou imaginaires, est combinée à une impression de défaite. Par exemple, l'intégration de l'UE n'a pas donné les résultats promis, c'est à dire un accroissement de la prospérité et du pouvoir, et les minorités européenne peuvent faire les frais de la peur que ces promesses non tenues ont engendrée.

Les difficultés économiques sont atténuées dans les démocraties occidentales par le filet de sécurité sociale, mais cette protection n'est pas garantie si de grandes régions ou des pans importants de la population ne voient pas leurs attentes comblées. Les institutions internationales peuvent atténuer les réactions gouvernementales extrêmes, comme le protectionnisme et l'établissement de politiques anti minorités, mais doivent pour ce faire jouir d'une solide légitimité.

Bien que le Canada se tire bien d'affaire en matière d'égalité et de prospérité, quelques tendances déconcertantes se dessinent. Un conférencier a signalé que les revenus des 90 % des Canadiens qui gagnent le moins avaient baissé ou étaient demeurés stables au cours des 25 dernières années et que, selon un sondage réalisé en 2007, 67 % des Canadiens disent qu'ils ne profitent pas du régime économique actuel.

Conséquences directes de la crise

L'incidence de la crise n'a pas été la même d'un pays et d'une région à l'autre. Voici les facteurs qui ont joué un rôle déterminant

- la mesure dans laquelle les institutions économiques nationales ont tenté de profiter des instruments financiers liés aux prêts hypothécaires à risque aux États Unis ;
- la mesure dans laquelle les marchés nationaux étaient déréglementés ;
- le niveau d'endettement des gouvernements ;

-
- la vulnérabilité d'importantes entreprises privées face à un ralentissement économique ;
 - la mesure dans laquelle le crédit accordé par les grandes institutions financières liées au gouvernement était financé par des capitaux empruntés ;
 - la mesure dans laquelle les activités commerciales normales ont souffert du ralentissement mondial ;
 - les taux existants d'activité commerciale et d'emploi ;
 - la vulnérabilité face aux coûts associés aux programmes d'assistance sociale ;
 - la souplesse du marché de l'emploi ;
 - les avantages concurrentiels naturels ;
 - les réserves financières et les options de protection financière, comme la valeur de la monnaie.

Si l'on utilise ces facteurs comme mesure, la crise a causé de graves dommages aux États Unis et au Royaume Uni et, bien sûr, a eu une profonde incidence sur l'Islande, l'Irlande et la Grèce. De nombreux autres pays, dont le Canada, ont eu à composer avec une réduction de l'activité économique dans des secteurs importants, et les gouvernements ont dû s'endetter lourdement pour financer leurs programmes de stimulation. Ils auront à subir le fardeau de cette dette pendant plusieurs années.

Conséquences liées à la sécurité

Les événements complexes provoquent des réactions complexes et, de toute évidence, il est trop tôt pour affirmer avec certitude quelles seront précisément les conséquences à long terme de la crise financière sur le plan de la sécurité. Cependant, de nombreuses répercussions du ralentissement économique semblent effectivement avoir transformé en permanence le paysage géopolitique et sécuritaire.

A) Redistribution du pouvoir économique et politique

ÉTATS-UNIS

Les États-Unis ont perdu du terrain en tant que puissance dominante : leur secteur financier est accusé d'être sous réglementé et irresponsable; un

plan de sauvetage a dû être mis sur pied et des mesures de compression ont dû être prises dans le secteur de l'automobile; l'endettement du gouvernement a augmenté considérablement; il n'existe aucun consensus politique sur les mesures à prendre pour prévenir une autre crise financière.

Le dollar américain demeure la monnaie de réserve mondiale, et continuera de l'être faute de mieux pour l'instant. Avec ses énormes réserves de dollars américains et d'obligations libellées en dollars américains, la Chine a intérêt à ce que la valeur de cette devise soit maintenue. Les revenus moyens aux États Unis sont demeurés stagnants depuis au moins l'an 2000. Le ton des débats publics actuels laisse entrevoir un niveau très élevé de frustration parmi ceux qui s'étaient perçus comme membres de la classe dite moyenne. De nombreux experts, s'appuyant sur des statistiques, détectent dans ce désenchantement la preuve d'une restructuration des classes économiques dans les sociétés hautement industrialisées et des démocraties prospères, ce qui poussent plusieurs à remettre en question leurs attentes et leur appartenance à cette classe moyenne.

La richesse économique d'un pays a une incidence directe sur son pouvoir de contraindre et son pouvoir de convaincre. L'attrait du modèle économique américain a été sérieusement compromis, tout comme la culture politique des États-Unis, qui, comme l'a souligné un expert, a été caractérisée dernièrement par un manque de civilité et de l'amertume partisane. Le déclin de l'autorité morale des États Unis aura des conséquences directes sur son pouvoir de convaincre. Une diminution des ressources financières du gouvernement aura des conséquences directes sur l'assistance militaire, les initiatives diplomatiques et l'aide étrangère.

CHINE

La Chine est ressortie encore plus forte de la récession, malgré une chute initiale de l'activité économique et une hausse du chômage. Sa richesse lui a permis d'acheter des biens de fabrication et des actifs en ressources disponibles à des prix souvent plus qu'abordables. La stratégie qu'elle employait précédemment d'acheter des biens dans des pays sous développés est maintenant viable pour acquérir des capacités dans des économies développées. En outre, la Chine a réussi à monter dans la chaîne de valeur, passant de la fabrication bon marché à des secteurs comme la technologie de l'information, les automobiles et l'énergie de substitution.

Une partie de cette nouvelle richesse soutient l'armée, et la Chine est de plus en plus en mesure de consentir des prêts et du crédit à des pays suscitant un intérêt sur le plan des ressources ou de la stratégie. Elle peut donc davantage exercer un pouvoir de convaincre et un pouvoir de contraindre.

Énergie et équilibre des pouvoirs

Un expert a fait valoir qu'au cours des prochaines décennies, l'influence que l'énergie exercera sur la prospérité et la sécurité sera plus limitée que les scénarios les plus courants le donnent à penser. Les prix élevés tendent à entraîner un effondrement de la demande et la recherche de solutions ou de comportements de rechange. Le gaz naturel assumera un rôle beaucoup plus important sur les marchés énergétiques mondiaux, compte tenu surtout des progrès récents au chapitre de l'extraction du gaz de shale, dont les réserves sont abondantes. Les technologies à l'appui de l'utilisation plus efficiente des sources d'énergie renouvelables progressent rapidement. Mis à part les éventuels problèmes environnementaux, on prévoit que l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique seront favorisées comme fournisseurs du gaz de shale, au détriment de producteurs traditionnels comme la Russie. L'adoption d'une stratégie différente de mise en valeur de sources d'énergie renouvelables pourrait également avoir un effet durable. On assiste à d'importantes chutes des prix dans ce secteur, mais la Chine produit actuellement 95 % des réserves mondiales d'une des principales matières utilisées dans les technologies vertes, les « terres rares ». Bien qu'il y ait des sources non exploitées dans des pays comme les États Unis, la question qui se pose est de savoir si en recourant davantage aux sources d'énergie renouvelables, on ne se trouve pas simplement à substituer une forme de dépendance politique à l'égard d'une source d'énergie (pétrole) à une autre.

Jusqu'ici, cependant, il n'est pas clair que la Chine est prête à jouer le rôle créatif de résolution de problèmes dans les affaires internationales que son importance et sa réussite lui ont valu. Elle est plus souvent considérée comme égoïste, s'occupant exclusivement de ses intérêts politiques et économiques stricts et moins de ceux de la communauté mondiale. Si cette tendance devait se maintenir, elle entraînerait une réduction globale de la capacité de la communauté internationale d'intervenir dans les situations de crises, parce qu'une grande puissance définirait invariablement les résultats souhaitables en fonction de ses propres besoins et garderait ses distances par rapport à l'action collective ou y opposerait son veto.

RUSSIE

La récession a entraîné une diminution de la demande de ressources russes, principale locomotive de la vigueur économique du pays. Moscou a profité de deux fonds d'investissement souverains bien lotis financièrement, qui ont connu une croissance spectaculaire jusqu'en 2008 : son fonds de stabilisation et son fonds du patrimoine. Cependant, ces réserves financières et d'autres s'épuisent rapidement, et son infrastructure industrielle et sociale a besoin d'un investissement considérable. La prochaine période dans la vie politique de la Russie pourrait être moins dynamique et plus prédisposée à la tension; certains experts estiment que le gouvernement aura épuisé toutes ses réserves financières disponibles d'ici la fin de 2011, ce qui pourrait

entraîner de graves déséquilibres sociaux au cours de l'année suivante. La Russie fait face à un nombre important de menaces internes, notamment un nouvel essor du terrorisme et la persistance d'une criminalité d'envergure, dont certaines se caractérisent par une impitoyable alliance de gangs criminels et de bureaucrates corrompus. La diminution des recettes publiques fera aussi qu'il sera plus difficile de remédier à ces problèmes.

UNION EUROPÉENNE

Avant la récession, l'UE semblait être en passe de devenir une puissance géopolitique importante; l'euro était fort et avait d'excellentes chances d'accéder au titre de monnaie de réserve. Plusieurs membres de l'UE ont gravement souffert pendant la récession, et la crise de la dette grecque a souligné la disparité des forces économiques fondamentales entre les États du nord et du sud de l'UE. La monnaie commune semble être un obstacle à l'adaptation des économies nationales au redressement des conditions. Une crise financière combinant des populations vieillissantes et des recettes publiques déclinantes (en chiffres absolus et relatifs) n'aidera pas à infirmer certaines des opinions politiques extrêmes qui ont commencé à circuler et qui sont bien établies dans certains pays. Selon une estimation, les mouvements européens de droite bénéficient de l'appui de 10 % à 15 % des électeurs à l'échelle de l'Union, ce qui pourrait inciter des partis centristes à pencher davantage vers l'un ou l'autre extrême.

L'UE risque de contribuer moins efficacement aux solutions collectives mondiales et elle aura plus de difficulté à résoudre ses problèmes de sécurité interne. Les différents pays, plus particulièrement l'Allemagne, s'affirment maintenant davantage à l'extérieur du cadre de l'UE, tendance qui devrait se maintenir.

L'Allemagne s'oriente t'elle vers l'Est?

D'aucuns prétendent que les limitations des politiques financières et monétaires imposées sous la direction de l'Allemagne sont une des principales raisons pour lesquelles certaines des économies européennes plus faibles sont en difficulté. L'Allemagne a aussi été décrite comme jouant les fiers à bras davantage comme un grand acteur mondial et se détournant quelque peu de ses partenariats atlantiques. Dans ce contexte, un conférencier a noté des indices d'un possible virage vers l'Est. Ainsi, il a mentionné : une forte dépendance énergétique à l'égard de la Russie, dont des banques allemandes acquérant d'importantes participations dans des entreprises énergétiques russes, la présence de dirigeants allemands au sein des conseils d'administration de sociétés russes et l'appui de l'Allemagne à l'exclusion de la Géorgie et de l'Ukraine des États membres de l'OTAN.

LE G7(8) ET LA GOUVERNANCE MONDIALE DU G20

Même avant la récession, il y avait un mouvement vers des discussions économiques internationales plus inclusives dans le cadre du G20 plutôt qu'exclusivement dans le cadre du G7. Comme les pays du G7 sont ceux où la crise financière a pris naissance et où elle a eu le plus de retentissement, le G20 semble de plus en plus représenter le centre actuel du pouvoir financier. Depuis toujours, les institutions qui ont le plus d'influence sur les leviers financiers sont aussi les plus efficaces pour faire régner l'ordre : le G20 pourrait-il être appelé à jouer un rôle dans la sécurité internationale à l'avenir ?

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Bon nombre des gouvernements du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord ont profité de leurs abondantes ressources en hydrocarbures et ont pu, comme la Chine, acquérir des biens durables dans les pays industrialisés et ailleurs grâce à leurs fonds d'investissements souverains. La plupart ont réussi à relever les défis des dernières années sur le plan de la sécurité quoique peu d'entre eux, voire aucun, aient profité de cette prospérité pour mettre en œuvre des réformes qui les aideraient traverser de futures crises avec plus de résilience. Les experts ont insisté sur le fait qu'il n'y a pas de place dans de nombreux pays arabes pour permettre à une classe moyenne qu'elle qu'en soit la taille d'émerger comme moteur de croissance, exception faite des occasions de corruption sur une petite échelle. Quiconque est « à l'intérieur de l'État » (dirigeants, services de sécurité, politiciens) peut participer à l'économie nationale. Le problème, c'est que la plupart des citoyens se retrouvent de facto à l'extérieur de cette économie.

Les fonds d'investissement souverains renforcent les divisions existantes entre les élites au pouvoir et le reste de la société. Le ralentissement de l'activité économique mondiale a fait monter le chômage dans le groupe démographique le plus vulnérable à l'activité criminelle et terroriste : les jeunes hommes qui n'ont pas grand chose à perdre. Il a en même temps réduit les possibilités de compenser le manque de perspectives sur la scène intérieure par l'immigration légale ou illégale vers le sud de l'Europe, qui est beaucoup moins capable d'absorber la main d'œuvre excédentaire d'ailleurs. Les investissements dans l'éducation ont été minimes.

INDE

L'Inde poursuit sa croissance économique malgré le maintien de la pauvreté et des menaces pour la sécurité intérieure. Elle pourrait offrir le meilleur espoir de stabilisation avec le Pakistan si elle accordait à ce dernier des conditions commerciales favorables. Des relations économiques

transfrontalières pourraient améliorer la confiance mutuelle malgré la provocation terroriste et l'hostilité de longue date.

ÉTATS FRAGILES

Bon nombre des pays qui avaient déjà des économies fragiles (p. ex. le Pakistan, la Jamaïque, le Nigéria, le Yémen, le Congo, l'Afghanistan) se trouvent maintenant dans une position plus négative encore à cause de la récession mondiale. Les problèmes de sécurité intérieure, qui les rendent peu attrayants pour l'investissement dans les circonstances les plus favorables, se sont aggravés. Qu'ils soient étrangers ou non, les investisseurs ont tendance à éviter les endroits où le gouvernement ne peut pas assurer la sécurité ou où leurs investissements sont menacés à cause d'un conflit, de la corruption ou de l'absence de la règle de droit. Les fonctionnaires peuvent être corrompus s'ils ne sont pas rémunérés raisonnablement, et des fonctionnaires corrompus permettent de contourner le régime fiscal, ce qui alimente le cercle vicieux.

Lorsque le chômage augmente et que les gouvernements sont moins capables de se permettre des dépenses dans les secteurs de la bonne gouvernance et de la sécurité, l'attrait du terrorisme et de la criminalité augmente pour les jeunes hommes vulnérables. Il est plus difficile de lutter contre les hauts niveaux de criminalité dans des pays comme le Nigéria et la Jamaïque. La culture, le transport et la vente de drogues deviennent plus attrayants lorsque les possibilités sont réduites dans l'économie légitime.

Évolution des caractéristiques de la guerre et importance des conflits de valeurs

Il existe une série d'indicateurs sûrs d'une réduction du nombre de conflits et des morts sur le champ de bataille depuis les années 1950, et surtout depuis la fin de la guerre froide. Cela a été attribué dans une large mesure à l'efficacité relative des efforts de rétablissement et de maintien de la paix depuis la fin de la guerre froide, bien qu'il y ait encore beaucoup de progrès à faire à cet égard. Toutefois, il existe aussi des raisons d'être pessimiste : les conflits dans lesquels un gouvernement est en cause se sont multipliés au cours des cinq dernières années. De 36 % à 65 % de tous les décès lors de conflits sont maintenant liés à une action islamiste violente d'une façon ou d'une autre. Les conflits deviennent plus insolubles. Jusqu'en 1970, moins de 20 % des conflits duraient dix ans; en 2007, cette proportion était de 50 %. Une tendance se dessine selon laquelle les conflits de valeurs sont plus insolubles, alors que ceux qui sont axés sur des questions comme l'accès à l'eau sont enclins à mener à des solutions de coopération.

B) Facteurs multipays

AIDE ÉTRANGÈRE ET MILITAIRE

De nombreux pays, à cause de leurs dettes nationales, sont moins capables d'accorder de l'aide extérieure à des partenaires à l'étranger, sont moins en mesure d'entretenir une représentation diplomatique élargie à l'étranger et doivent évaluer soigneusement les coûts considérables des interventions militaires. La diminution de l'influence des grandes puissances est souvent attribuée à la « surextension impériale » — disparité entre ambitions militaires et capacité financière. De nos jours, un manque de capacité financière aura une incidence non seulement sur les États Unis, mais aussi sur leurs alliés.

Les pays bénéficiaires, qui souffrent déjà d'une activité économique réduite, sont obligés de faire face à une diminution de la capacité des donateurs étrangers de leur assurer une aide financière ou une autre forme d'appui.

Les problèmes économiques entraînent une croissance du pouvoir de l'État, ce qui accroît le risque d'un conflit interétatique. Lorsque l'État utilise la création de richesses pour réaliser une certaine redistribution sociale, cela favorise la stabilité à long terme. Les pays asiatiques ont tendance à produire de la richesse sans la redistribuer activement : cette tendance pourrait elle devenir une source de vulnérabilité à l'avenir? Bien que certaines des économies asiatiques les plus dynamiques aient connu de facto une répartition relativement équilibrée du revenu, la Chine et la Russie sont des endroits sensibles probables — le premier à titre de nouvelle puissance, le second à cause de ses sombres perspectives économiques. S'ils sont à la recherche d'indices de troubles, les observateurs n'ont qu'à tourner leur regard vers les endroits où le pouvoir de l'État a augmenté, mais pas le bien être collectif.

ENVOIS DE FONDS ET CIRCULATION DES PERSONNES

Les pays qui n'ont pas une base économique suffisante pour employer leur propre population, comme le Pakistan, le Bangladesh et les Philippines, reçoivent des sommes considérables de leurs ressortissants qui travaillent à l'étranger. La réduction de l'activité économique dans les pays hôtes touche directement ceux qui encaissent ces paiements. D'après les estimations, plus de 200 millions de migrants à travers le monde envoient chaque année 328 milliards de dollars américains en transferts de fonds, soit deux fois plus que l'aide au développement à l'étranger (ADE). Cependant, étant donné qu'environ 80 % de l'ADE retournerait aux pays donateurs par l'entremise des entrepreneurs, le rôle des envois de fonds est considérablement plus important que ne laissent entendre les statistiques officielles.

Beaucoup de Pakistanais travaillent aux Émirats arabes unis. Lorsque la situation se détériore, ces travailleurs peuvent retourner dans leur pays d'origine ou rester

dans le pays hôte de peur de ne plus pouvoir revenir s'ils partent. Dans l'un ou l'autre cas, ils sont chômeurs et représentent une source d'agitation possible.

Dans l'ensemble, la migration est appelée à devenir une partie croissante, voire même une composante, de l'économie mondiale, bien qu'elle ait été touchée par la tourmente économique mondiale. La récession a freiné les mouvements de migration et entraîné le retour d'un nombre considérable de migrants dans leurs pays d'origine, quoique moins que ce à quoi l'on s'attendait. En effet, beaucoup de migrants n'ont tout simplement pas bougé, ce qui à son tour a exacerbé les piètres conditions de travail et l'exploitation de la main d'œuvre. La migration irrégulière peut mettre à rude épreuve la capacité de l'État de s'acquitter de ses responsabilités en matière de santé, de criminalité et de sécurité à la frontière; elle peut aussi amener le public à faire moins confiance au gouvernement pour contrôler la migration, ce qui devient d'autant plus problématique dans les situations de pertes d'emplois importantes. Étant donné l'augmentation future de la demande de main d'œuvre dans les pays aux populations vieillissantes, de tels problèmes de gouvernance et de cohésion sociale ne pourront que s'aggraver sans des mécanismes mondiaux plus légitimes pour appairer l'offre et la demande de main d'œuvre.

CRIMINALITÉ MONDIALE

La mondialisation a profité aux entreprises illégales autant qu'à celles qui sont légales, mais à une époque où les gouvernements ont des problèmes financiers, il est plus difficile de payer pour mobiliser les ressources nécessaires pour lutter contre le crime organisé. Les gouvernements plus pauvres ont de la difficulté à offrir à leurs fonctionnaires une rémunération qui fera échec à la corruption et disposent de moins de ressources policières et militaires pour lutter directement contre l'activité criminelle. Les grandes villes internationales sont en outre d'importants centres de criminalité.

Ce ne sont pas tous les secteurs de la criminalité qui prospèrent en période économique difficile, mais la demande semble se maintenir à un niveau élevé pour certaines activités fondamentales, comme le trafic de la drogue.

Certaines activités criminelles devenant extrêmement sophistiquées, comme la fraude par Internet et l'entrée illicite dans des bases de données, la criminalité attire les érudits et les passionnés d'informatique. Étant donné la nature d'Internet, il est difficile de les trouver et d'intenter des poursuites contre eux, de sorte que certaines de ces activités semblent être à faible risque pour les recrues qui s'y connaissent en technologie.

Un ralentissement économique donne aussi au crime organisé l'occasion d'investir dans l'économie légitime, ce qui augmente le risque de conduite illicite et de criminalité d'affaires et, en définitive, de corruption politique. De plus, lorsqu'il y a moins de possibilités d'emploi légitimes, une part considérable de la population se

tourne vers l'économie souterraine. Lorsque les possibilités sont limitées dans l'économie souterraine mais licite (p. ex. lorsque l'économie clandestine des biens légaux mais introduits clandestinement se fait évincer par les plus grands détaillants, qui peuvent concurrencer les prix du marché souterrain), un nombre appréciable de personnes peuvent se tourner vers l'emploi dans le secteur illicite

Modification des types plutôt que des niveaux de criminalité

Même en présence de ralentissements économiques d'envergure, de nombreux experts ont insisté sur le fait qu'il ne faut pas nécessairement s'attendre à de brusques augmentations de la criminalité, organisée ou autre. Ce sont plutôt les manifestations de la criminalité qui changent le plus souvent. En fait, on constate souvent une diminution des crimes contre les biens pendant une récession, peut être parce que, comme il y a plus de personnes sans emploi, il y a moins de maisons vides à cambrioler. Par contre, la violence familiale est susceptible d'augmenter. En ce qui a trait au crime organisé, pour lequel nous nous heurtons généralement à des difficultés de mesure, les quelques éléments de preuve dont nous disposons indiquent davantage de changements de forme que de taille — quoique ces changements puissent avoir des conséquences importantes à long terme. Quand les banques sont prêtes à tout, que les criminels ont moins de possibilités de blanchir leur argent, et que les particuliers et les entreprises ne savent plus à quel saint se vouer pour trouver des sources de crédit, l'infiltration du système bancaire et des entreprises licites par les organisations criminelles peut être plus forte.

Ce qui pourrait aggraver les choses

Les observations qui précèdent sont constituées d'une part de descriptions de manifestations réelles de la tourmente économique et d'autre part de conjectures sur des phénomènes qui pourraient se faire sentir à plus long terme. Quels sont les facteurs qui pourraient intensifier les conséquences négatives de la crise financière pour la sécurité ?

1. **Une répétition** Un des débats les plus difficiles mais essentiels vise à déterminer s'il faut redonner au gouvernement bon nombre des pouvoirs dont il a déjà disposé pour empêcher la prise de risques irresponsables sur le marché. S'il n'y a pas de réforme, et s'il y avait une quelconque répétition de la récente crise, tous les dangers qui sont présents à l'heure actuelle seraient intensifiés.

Il ne sera pas facile de parvenir à consensus sur les mesures à prendre, ni dans le système politique indiscipliné des États Unis, ni entre acteurs internationaux ayant des intérêts divergents.

-
2. **La récession aux États Unis** Comme il y a toujours des prêts hypothécaires exposés à un défaut de paiement sur le marché américain, une nouvelle crise, même circonscrite aux États Unis, pourrait rapidement affaiblir l'influence du pays et susciter de l'incertitude géopolitique.
 3. **Le discours d'al Qaïda** Al Qaïda intégrera probablement davantage les conséquences de la tourmente financière dans son discours anti-américain. Comme ce dernier est déjà ancrédant l'exploitation impitoyable des sociétés musulmanes par les puissances occidentales, il n'est pas difficile d'imaginer l'ajout de critiques renforçant l'image de matérialisme, d'égoïsme et d'asservissement aux intérêts financiers des Occidentaux. Il pourrait alors être encore plus difficile de percer le voile du discours pour distinguer al Qaïda des autres formes d'extrémisme (et vice versa).
 4. **Le discours antimondialisation** La crise financière pourrait raviver ou intensifier le mouvement antimondialisation. Comme certains aspects de la crise pourraient facilement être interprétés de façon à valider certains éléments de la critique antimondialisation, il est possible que l'activisme antimondialisation revête une forme nouvelle et plus virulente.

Les institutions financières sont une cible plus diffuse que les sociétés ou les sommets du G7, mais les manifestants de demain pourraient mettre l'accent sur les réunions internationales d'examen des réformes nécessaires, surtout si des intérêts nationaux conflictuels entravent les progrès.

5. **La détérioration des conditions environnementales**
Il n'y a aucun rapport entre le réchauffement mondial et la crise financière, mais il sera plus difficile pour les gouvernements d'investir dans les mesures d'atténuation nécessaires si les ressources sont limitées, et les répercussions du réchauffement mondial seront plus dures pour les populations pauvres déjà en difficulté à cause des conséquences de la récession. Certains ont soutenu qu'une forme marginale mais très grave d'extrémisme — l'« activisme vert forêt » — pourrait découler de l'« immoralité du matérialisme » et de préoccupations environnementales pressantes négligées.

Conclusions

Au lendemain de la récession mondiale, certaines des conséquences systémiques de la crise de 2008 sont claires. Cependant, il est plus difficile d'émettre des hypothèses sur le contexte de la menace de demain et de prévoir des possibilités concrètes.

La capacité des États Unis et de certains de leurs alliés d'assurer un leadership moral, d'exercer un pouvoir de contraindre et d'affecter des ressources sous forme d'aide militaire et humanitaire s'est détériorée. La montée d'une Chine plus ambitieuse et plus riche pourrait rendre plus difficile l'obtention d'un consensus international en situations de crise. L'évolution de la reprise économique déterminera si ce changement d'influence est mineur ou s'il est important et à long terme.

Dans de nombreux pays vulnérables au recrutement terroriste, la récession a entraîné une réduction de la capacité d'employer la population des jeunes hommes. De même, l'activité criminelle sera plus attrayante qu'avant dans certains pays et pour certains travailleurs spécialisés qui n'étaient pas considérés comme enclins à accepter un emploi dans l'économie illicite auparavant.

Il est possible que les répercussions de la récession sur la sécurité soient minimales, mais c'est peu probable étant donné que l'influence politique relative de grands pays commence déjà à changer. Il ne fait aucun doute que la destruction de milliards en valeur pour les actionnaires et l'augmentation de l'endettement des gouvernements auront des conséquences sur l'endroit et la façon dont l'argent est investi et dépensé.

Il se pourrait, peut être dans le meilleur des cas, que les effets sur la sécurité mondiale soient progressifs plutôt que révolutionnaires. Les discours anti occidentaux seront plus virulents et plus crédibles, et les recrues continueront de s'enrôler comme terroristes, kamikazes et criminels. Cependant, on reconnaîtra dans le monde de demain un prolongement de celui d'aujourd'hui, légèrement plus sombre en raison de l'effet cumulatif de l'évolution des conditions sociales, politiques et économiques mondiales.

Le danger dans l'immédiat, c'est que la communauté internationale ne soit plus en mesure de s'attaquer collectivement aux problèmes mondiaux urgents, capacité qui est déjà mise à rude épreuve. À cet égard, la réaction collective à la récession elle même est encourageante.

Une série d'ateliers, comme celle qui est à l'origine du présent rapport, est en partie exploratoire et ne permet pas en elle même de brosser une vue

d'ensemble de la situation et de suggérer des mesures à prendre. Bon nombre des thèmes abordés dans le présent rapport devront être examinés et développés plus longuement. Tout de même, il est rare que l'on ait l'occasion de réfléchir à ce que nous réserve l'avenir avec un groupe aussi diversifié d'experts mondiaux, et il faut en profiter à fond.

Il serait utile dans une prochaine étape de mettre au point une série d'indicateurs qui aiderait à déterminer si la conséquence ultime de la crise de 2007 à 2009 risque d'être une variante du présent, ou un remaniement spectaculaire et dangereux de notre monde.